

Vérifié par rapport à la transcription

**Discours prononcé par  
Son Excellence Monsieur Paul Valentin Ngobo  
Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de la République du Congo**

**à l'occasion de la  
42e session de la Conférence de la FAO (14-18 juin 2021)**

**16 juin 2021**

*Madame la Vice-Présidente,  
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres et Ambassadeurs,  
Monsieur le Directeur général de la FAO,*

C'est avec un réel plaisir que je m'exprime pour la première fois devant cette auguste assemblée de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. À cet effet, je tiens, au nom de la délégation que je conduis, et en mon nom propre, à saluer l'ensemble des participants qui, malgré les conditions exceptionnelles, ont tenu à être présents à cette session qui se tient au moment où le monde fait face à la pandémie de COVID-19.

Je tiens également à remercier le Directeur général de la FAO et ses équipes qui, en dépit de ce contexte difficile, ont réussi à respecter l'agenda de la FAO en organisant en mode virtuel les Conférences régionales, les réunions du Conseil et des Comités techniques ainsi que la présente session de la Conférence.

La République du Congo prend acte du thème de cette Conférence, qui met en exergue la transformation des systèmes agroalimentaires, de la stratégie à l'action. Le *Rapport sur l'examen de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* prouve à suffisance la dégradation de la situation alimentaire dans le monde. Malgré les efforts accomplis, l'humanité fait de plus en plus face à des défis qui menacent sérieusement la réalisation de l'agenda 2030 des Nations Unies, dans son volet consacré à l'éradication de la pauvreté, de la faim et des inégalités sociales.

En effet, sur la base d'éléments factuels, la situation des systèmes agroalimentaires reste préoccupante dans le monde en général, même s'il y a des pays qui s'en sortent mieux que d'autres. Cette situation est amplifiée par les multiples crises que traverse l'humanité. Toutes ces crises nous apprennent que face au péril de l'alimentation, nous sommes dans un même bateau, soit nous sommes sauvés ensemble, soit nous coulons ensemble. À cet égard la solidarité doit être plus active au sein du multilatéralisme que nous prônons tous, car l'accès à une alimentation saine et nutritive est encore de nos jours un luxe pour certains et une ligne imaginaire à l'horizon difficilement atteignable. Pour d'autres encore, l'assurance d'un repas quotidien ressemble à un parcours du combattant.

La République du Congo accueille favorablement la proposition du Cadre stratégique, qui vise à renforcer l'efficacité, l'inclusivité, la résilience et la durabilité des systèmes agroalimentaires. C'est de notre avis une invitée à l'action responsable dans un élan d'ensemble.

*Madame la Présidente et chers participants,*

La question de la sécurité alimentaire en vue de la réalisation de l'objectif de développement durable numéro 2 dépasse le cadre strict de la production agricole et de l'aide alimentaire. Elle est devenue une problématique transversale et interdépendante, qui a plusieurs thématiques, liées notamment au changement climatique, à la croissance démographique, à l'environnement socio-économique mondial, à

la gestion durable des ressources naturelles, à la situation sanitaire, humaine, animale et environnementale, aux infrastructures de base, et j'en passe.

En somme, la sécurité alimentaire exige une approche holistique, proactive et inclusive qui dépasse le seul cadre des institutions dédiées à la production et à la fourniture des denrées alimentaires. Elle est aussi intimement liée à la transformation globale du mode de vie en milieu rural. C'est dans cette perspective que mon pays, qui cherche à rompre sa dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur, mise sur les dividendes démographiques, en impliquant les jeunes dans les chaînes de production alimentaire, au travers de programmes tels que les zones agricoles protégées et les incubateurs d'entreprises agricoles.

Notre expérience à petite échelle a montré que les technologies et les innovations sont la clé pour attirer les jeunes et pour produire mieux. Malheureusement, l'accès à ces innovations par un grand nombre de jeunes reste encore un luxe pour des pays comme les nôtres. C'est pourquoi pendant ces cinq prochaines années, le Congo va se lancer dans un développement soutenu de son agriculture au sens large. Ce développement sera basé sur une stratégie d'agglomération des structures de protection par incubation de PME (petites et moyennes entreprises) agricoles et la création de zones agricoles prioritaires à travers tout le pays. Le but est de mettre en place des chaînes de valeurs agricoles soutenues.

S'agissant de la durabilité des systèmes agroalimentaires, les initiatives visant à concilier la production durable des biens alimentaires et la préservation de la biodiversité des ressources naturelles mérite l'attention et le soutien de la communauté des nations, à travers les institutions spécialisées comme la FAO, mais également à travers des partenariats stratégiques.

C'est le cas du Fonds bleu pour le bassin du Congo. Cette initiative des pays, au cœur de l'Afrique tropicale, a en ligne de mire la préservation de la diversité biologique de cet écosystème, immensément riche, duquel des millions de populations tirent leurs moyens de subsistance.

Mais préserver l'environnement peut aussi avoir des effets pervers sur l'alimentation humaine. En effet, dans les zones protégées de mon pays et des pays d'Afrique centrale, les populations font face à l'exacerbation de la dévastation des cultures par les animaux protégés. Le conflit homme-faune est de nos jours l'une des équations que nous devons résoudre afin d'assurer la résilience des populations locales aux chocs alimentaires mondiaux.

Enfin, le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et la COP-26, qui se profilent à l'horizon, sont une opportunité pour adopter une approche inclusive, cohérente et structurée pour la durabilité des systèmes alimentaires.

Le rôle de chef de file de la FAO sur ces questions se doit d'être renforcé.

Je vous remercie.